

# Genève a "les clés" du Rhône, enjeu crucial pour la France

Un fleuve, c'est comme une avalanche : il vaut mieux être en amont qu'en aval. Pas de chance c'est précisément la position de la France avec le Rhône. Les premières "Rencontres du Léman" ont permis de faire le point sur des enjeux qui vont devenir de plus en plus cruciaux à mesure que le débit du fleuve va évoluer avec le réchauffement climatique. « Avec une hausse de 0,5 degré, Genève a déjà le climat de Toulouse dans les années 50 » a rappelé le professeur Martin Beniston de l'Université de Genève.

« Il va y avoir un besoin de coordination accru » explique François Pasquini, directeur du Service de l'écologie de l'eau au canton de Genève, "gardien" du débit du Rhône, en même temps que celui de la hauteur du Léman. Une situation qui « date de 1884 et d'une décision de la justice suisse que les Vaudois avaient saisie parce qu'ils étaient trop souvent inondés. » Pendant 100 ans, le pont de la Machine à Genève a donc servi de "robinet", avant d'être remplacé en 1984 par le barrage du Seujet dans ce rôle.

## Le Léman baissé en hiver pour accueillir les eaux de fonte

« Entre janvier et mai, nous baissons le niveau du Léman de 50 centimètres pour pouvoir accueillir les gros débits du printemps et de l'été liés à la fonte des neiges » poursuit-il. Le lac sert ainsi d'immense réservoir amortisseur pour les eaux qui dégringolent des Alpes. Ce qui permet à Genève de laisser filer le Rhône à un débit de 500 à 600m<sup>3</sup>/seconde compatible avec les aménagements sur les rives.

Le modèle était tellement



Navigation, agriculture, eau potable pour l'agglomération lyonnaise, centrales nucléaires... Le Rhône est un fleuve stratégique pour notre pays et la gestion de ses débits dans un contexte de stress accru avec le réchauffement climatique fait partie des enjeux à négocier avec la Suisse.

Archives photo Le DL/Stéphane MARC

efficace et sans histoire « qu'en 1984, la France n'a même pas souhaité être associée aux discussions sur le barrage du Seujet » rappelle François Pasquini. Mais le changement climatique, qui va aussi bien multiplier les périodes d'étiage que celles de crue, nécessite un pilotage bien plus fin. Le projet de gouvernance "GouvRhône" a été lancé à cet effet voilà trois ans, et ses premiers travaux ont été rendus le 18 septembre dernier pour une coordination accrue.

C'est que les intérêts du privé ne sont pas nécessairement ceux du public et ceux de la Suisse pas forcément ceux de la France. Or le Rhône revêt une importance cruciale pour les barrages de la

CNR (Compagnie nationale du Rhône), mais aussi l'agriculture, l'alimentation en eau potable de l'agglomération lyonnaise, ou encore les centrales nucléaires. À ce sujet, un représentant d'EDF a dissipé une légende urbaine persistante à Genève, canton "dénucléarisé" (et qui aura en 2017 une électricité complètement verte) et très sensible au risque des centrales, en particulier celle du Bugey.

« La sûreté d'une centrale à l'arrêt est garantie même avec très peu d'eau. C'est pour produire que les centrales ont besoin d'un débit minimum de 240m<sup>3</sup>. » D'où l'intérêt d'avoir du débit, comme pour les riziculteurs de Camargue dans un tout autre domaine. « Il y a déjà eu plu-

sieurs remontées d'eau de mer dans le Rhône. Les dommages n'ont pas été importants, mais ils pourraient l'être, explique Bertrand Porquet, directeur de pilotage stratégique à la CNR. Ce changement est insidieux, car on ne voit pas d'effets spectaculaires pour l'instant. Reste qu'il faut prendre les décisions maintenant. »

Ça tombe bien, en matière d'environnement, hormis le dernier raté des chasses (les vidanges des barrages genevois) Français et Suisses savent faire, alors que leur coopération locale technique est à la fois « robuste et flexible » selon le mot de Christian Brethaut, professeur à l'Uni-

Sébastien COLSON

## L'INFO EN +

### LES RENCONTRES DU LÉMAN

Organisées par la Banque du Léman, filiale suisse de la Caisse d'Épargne, les premières "Rencontres du Léman" ont réuni vendredi à la société nautique quantité de spécialistes de grande qualité pour faire le point sur le changement climatique et ses conséquences pour le Léman et le Rhône. Ce rendez-vous reviendra l'an prochain en un lieu autour du lac qui restera à définir selon Stéphanie Paix, présidente du Conseil d'administration de la banque.